

PARLEMENT  
DE LA  
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2005-2006

---

27 JANVIER 2006

---

158E CAHIER D'OBSERVATIONS DE LA COUR DES COMPTES - FASCICULE II -  
RAPPORT DE CONTRÔLE DU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA  
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2000 ET RÉSULTATS À INSÉRER  
DANS LE PROJET DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE LA  
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2000

---

**TABLE DES MATIÈRES**

|          |   |          |
|----------|---|----------|
| <b>1</b> | <b>Notes et observations de la Cour</b>                                 | <b>4</b> |
| 1.1      | Dispositions légales . . . . .  | 4        |
| 1.2      | Particularités des documents transmis . . . . .                         | 4        |
| 1.3      | Enchaînement des comptes . . . . .                                      | 5        |
| 1.4      | Objectifs et procédures de contrôle . . . . .                           | 5        |
| 1.5      | Résultats du contrôle . . . . .   | 5        |
| 1.5.1    | Services d'administration générale de la Communauté française . . . . . | 5        |
| 1.5.2    | Services à gestion séparée . . . . .                                    | 6        |
| 1.5.3    | Organismes d'intérêt public de la catégorie A . . . . .                 | 6        |
| 1.5.4    | Résultats de l'exécution du budget . . . . .                            | 7        |
| 1.5.5    | Situation de la dette publique . . . . .                                | 7        |
| 1.6      | Déclaration de fin de contrôle . . . . .                                | 8        |
|          | <b>ANNEXES 2.1 À 2.4 : BILANS ET TABLEAUX</b>                           | <b>9</b> |

**LISTE DES TABLEAUX**

|   |  |   |
|---|--|---|
| 1 | Recettes affectées aux crédits variables (fonds C) . . . . .         | 7 |
| 2 | Dépenses à la charge des crédits variables (exercice 2000) . . . . . | 8 |
| 3 | Résultats budgétaires de l'année 2000 . . . . .                      | 8 |

## 1 Notes et observations de la Cour(1)

Le compte d'exécution du budget de la Communauté française pour l'année 2000 a été transmis à la Cour par le ministre du Budget et des Finances à l'appui d'une lettre du 21 octobre 2005.

Conformément à l'article 92 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le présent rapport expose les observations auxquelles a donné lieu la vérification de ce compte. Il présente également les résultats de l'exécution du budget de l'année concernée, à insérer dans le projet de décret de règlement définitif du budget.

### 1.1 Dispositions légales

Les dispositions légales concernant le compte général figurent dans les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

— Dispositions générales :

- l'article 1er stipule que le budget et le compte général de l'Etat comprennent le budget et les comptes des services d'administration générale de l'Etat, des entreprises d'Etat et des services de l'Etat à gestion séparée ;
- le chapitre VI (articles 80 à 93) est consacré au compte général ;
- pour les services de l'Etat dont la gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services d'administration générale, l'article 140 charge le Roi de prendre des dispositions prévoyant notamment l'établissement et la publication d'un budget et de comptes ;
- l'article 93, alinéa 1, prévoit que les comptes des organismes d'intérêt public, dont les opérations doivent être justifiées à la Cour, sont annexés au compte général de l'Etat. Par ailleurs, l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public dispose que les comptes d'exécution du budget des organismes de la catégorie A font l'objet d'un projet de loi de règlement du budget.

— Dispositions particulières :

Les principales exigences légales en matière d'établissement et de reddition du compte gé-

néral sont, quant à elles, énumérées à l'article 80 des lois coordonnées précitées.

- 1° Le ministre des Finances établit annuellement le compte général.
- 2° Le compte général embrasse toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie effectuées du 1er janvier au 31 décembre.
- 3° Il comporte le compte synthétique des opérations de l'Etat et les comptes de développement suivants :
  - le compte d'exécution du budget, qui fait l'objet des dispositions du chapitre V (articles 75 à 79) des mêmes lois coordonnées ;
  - le compte des variations du patrimoine, qui enregistre les modifications de l'actif et du passif de l'Etat. Il est accompagné du bilan de l'Etat, établi au 31 décembre ;
  - le compte de trésorerie, qui expose les opérations effectuées pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'Etat, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières du Trésor. Il est accompagné d'un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique.
- 4° Il doit être transmis à la Cour avant le 30 juin de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Toutes les règles énoncées ci-dessus sont applicables, *mutatis mutandis*, aux communautés et aux régions (2).

### 1.2 Particularités des documents transmis

Les documents transmis à la Cour ne satisfont pas aux exigences précitées puisqu'ils ne comportent pas de compte de trésorerie, de compte de variations du patrimoine et de bilan. A l'instar des comptes précédents, ils ne comprennent que le compte d'exécution du budget. Dans son courrier susmentionné, le ministre du Budget et des Finances s'est toutefois engagé à transmettre ultérieurement les comptes manquants.

(1) Sauf mention contraire, les montants repris dans les tableaux du présent rapport sont exprimés en francs.

(2) Articles 50, § 1er et § 2, et 71, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

### 1.3 Enchaînement des comptes

Le compte d'exécution du budget de l'année 2000 est parvenu au Greffe de la Cour le 22 octobre 2005 et il s'enchaîne parfaitement avec le précédent, déclaré contrôlé par son Collège le janvier 2006.

### 1.4 Objectifs et procédures de contrôle

Les deux principaux objectifs du contrôle étaient la vérification de la conformité des opérations comptables effectuées aux lois et décrets budgétaires et l'appréciation de la fiabilité et du caractère exhaustif des états financiers présentés.

Le compte d'exécution du budget de l'année 2000 a été élaboré par la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française, sur la base de données issues essentiellement :

- des décrets budgétaires ;
- des applications informatiques « G-COM » dépenses et recettes ;
- des comptes arrêtés ou déclarés contrôlés par la Cour.

Dans le cadre de la vérification des résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale, la Cour a procédé au rapprochement des résultats présentés avec ceux mentionnés dans la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'année concernée. Cette comparaison a fait apparaître des divergences, s'expliquant par les délais de la clôture des opérations, tant en recettes qu'en dépenses.

Les comptes des services à gestion séparée et des organismes d'intérêt public n'ont, quant à eux, donné lieu qu'à un simple examen de concordance par rapport aux chiffres figurant dans ceux arrêtés ou déclarés contrôlés par la Cour.

### 1.5 Résultats du contrôle

#### 1.5.1 Services d'administration générale de la Communauté française

Outil d'appréciation de la gestion des pouvoirs publics, le compte d'exécution du budget fournit les chiffres nécessaires à l'élaboration du projet de décret de règlement définitif du budget. Le vote de ce décret met un terme au cycle bud-

gétaire et vaut, politiquement, *quitus* pour les instances exécutives.

- a) Tel qu'il est repris dans le compte d'exécution du budget, le montant des engagements(3) contractés à la charge des crédits dissociés d'engagement, correspond aux chiffres de la préfiguration.
- b) Le montant (232.455.677.887 francs) des recettes courantes et de capital hors emprunts et recettes affectées(4) correspond au montant figurant dans la préfiguration. La Cour note que dans le compte qui lui a été transmis, le montant des droits constatés est identique à celui des recettes imputées, ce qui s'explique par le fait qu'à l'époque, aucune véritable comptabilité des droits constatés n'était tenue à la Communauté française(5). Il s'ensuit que le compte d'exécution du budget ne donne pas une image exacte des créances restant à percevoir par la Communauté française à la date du 31 décembre 2000.
- c) Compte tenu des crédits reportés, le montant (240.489.273.539 francs) des dépenses courantes et de capital(6), ordonnancé en 2000, correspond à celui consigné dans la préfiguration établie par la Cour.

Au regard des résultats définitifs, la Cour relève l'existence de dépassements(7) de crédits, à hauteur de 1.308.322.858 francs, dans le chef de différentes allocations de base des chapitres I – *Services généraux* et III – *Education, Recherche et Formation* du budget. Ce montant diffère de celui présenté dans la préfiguration, puisque celle-ci ne reprend que les dépassements de crédits légaux (crédits inscrits en regard des différents programmes). Des crédits complémentaires devront dès lors être sollicités dans le projet de décret de règlement définitif du budget 2000.

Conformément à l'article 34, alinéa 1, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non dissociés reportés à l'année 2001 ont été fixés dans le compte au montant de 7.946.836.988 francs, supérieur de 1.308.322.858 francs à celui ressortant de la préfiguration (6.638.514.130 francs). Cette différence correspond au montant total des dépassements constatés.

(3) Voir annexe 2.1, première partie, point A et annexe 2.2 – tableau 2.2.1.

(4) Voir annexe 2.1, première partie, point B et annexe 2.2 – tableau 2.2.2.

(5) Certains droits, lorsqu'ils restaient impayés, n'étaient même jamais comptabilisés en droits constatés.

(6) Voir annexe 2.1, première partie, point B et annexe 2.2 – tableau 2.2.3.

(7) Voir annexe 2.2 – tableau 2.2.6.

d) Le montant (6.463.073.125 francs) des recettes affectées aux crédits variables(8), figurant dans le compte général, est supérieur de 3.237.201.557 francs à celui mentionné dans la préfiguration. Cette différence résulte de l'intégration, dans le compte d'exécution du budget, des recettes perçues par les fonds C, essentiellement les interventions du Fonds social européen. Comme le montre le tableau ci-après, ces recettes ont été imputées tardivement. Les montants imputés correspondent à ceux enregistrés dans les comptes des comptables concernés, tels qu'arrêtés par la Cour. (Voir Tableau 1. Recettes affectées aux crédits variables (fonds C))

Le montant (6.647.706.597 francs) des dépenses ordonnancées à la charge des crédits variables, tel qu'il figure dans le compte d'exécution du budget est supérieur de 3.732.161.911 francs à celui mentionné par la préfiguration, en raison de la prise en compte des dépenses effectuées à la charge des fonds C. Les montants imputés correspondent à ceux mentionnés dans les comptes des comptables concernés, tels qu'arrêtés par la Cour. (Voir Tableau 2. Dépenses à la charge des crédits variables (exercice 2000))

Le solde des crédits variables au 31 décembre 2000 s'établissait à 715.175.281 francs.

a) Au 1er janvier 2000, la section particulière ne comptait plus que deux fonds. Le solde global (-117.942.737 francs) au 1er janvier 2000 de ces deux fonds(9) concorde avec celui figurant dans le compte général de l'année 1999. Comme le précisait la préfiguration, aucun de ces deux fonds n'a été mouvementé au cours de l'exercice 2000.

Le solde à reporter à l'exercice 2001 s'élève par conséquent à -117.942.737 francs.

### 1.5.2 Services à gestion séparée(10)

En application de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, la gestion budgétaire, comptable et financière des services à gestion séparée de la Communauté française – le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, les Services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté et les Services à gestion séparée des centres PMS de l'enseignement de la Communauté – a

(8) Voir annexe 2.1, première partie, point C et annexe 2.2 – tableau 2.2.4.

(9) Voir annexe 2.1, première partie, point D et annexe 2.2 – tableau 2.2.5.

(10) Voir annexe 2.1, deuxième partie et annexe 2.3.

fait l'objet de dispositions arrêtées par le Roi(11) et par le Gouvernement de la Communauté française(12), lesquelles prévoient que leurs comptes annuels sont annexés au compte d'exécution du budget de la Communauté.

— Le compte d'exécution du budget 2000 du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, tel que présenté dans le compte général, est conforme au compte ayant fait l'objet d'une déclaration de fin de contrôle par la Cour.

— Le compte d'exécution agrégé des budgets de l'année 2000 des Services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française, tel que présenté dans le compte général, est conforme au compte ayant fait l'objet d'une déclaration de fin de contrôle par la Cour.

Par ailleurs, le compte transmis à la Cour comprend le compte d'exécution du budget de l'année 2000 de la Ferme de la faculté des Sciences agronomiques de Gembloux, bien que celle-ci ne soit pas formellement constituée en service à gestion séparée. Ce compte est conforme au compte ayant fait l'objet d'une déclaration de fin de contrôle par la Cour.

### 1.5.3 Organismes d'intérêt public de la catégorie A(13)

Pour l'exercice 2000, quatre organismes d'intérêt public – le Fonds d'égalisation des budgets, le Commissariat général aux relations internationales et les deux Services de perception de la redevance radio et télévision – étaient visés par l'article 93, alinéa 1, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat et par l'article 6, §3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. En vertu de ces dispositions, le compte de ces organismes de la catégorie A doit être annexé au compte général et faire l'objet d'un projet de décret de règlement du budget.

Le compte rendu pour l'année 2000 englobe un état de l'exécution du budget de trois des quatre organismes précités.

(11) L'article 10 de l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat précise que les comptes d'exécution du budget des services de l'Etat à gestion séparée, en ce compris les centres P.M.S., sont joints au compte d'exécution du budget du Ministère de l'Education nationale.

(12) L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 1995 relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du « Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel » précise que le compte d'exécution du Centre est annexé au compte d'exécution de la Communauté française.

(13) Annexe 2.1, troisième partie et annexe 2.4.

TAB. 1 – Recettes affectées aux crédits variables (fonds C)

| Dates<br>d'imputation | Articles  | Montants             |
|-----------------------|---|----------------------|
| 19.08.04              | 06.05 Recettes diverses, donations, legs, dotation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif | 539.312.081          |
| 30.08.01              | 16.09 Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française                                  | 5.450.428            |
| 19.08.04              | 16.10 Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels  | 1.018.225            |
| 30.08.01              | 16.13 Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter  | 19.345.698           |
| 30.08.01              | 16.14 Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossignol  | 2.369.867            |
| 30.08.01              | 16.15 Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroule  | 1.155.064            |
| 20.06.05              | 39.05 Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Région wallonne   | 2.650.957.936        |
| 03.09.01              | 87.01 Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants-droits  | 1.228.500            |
| 19.08.04              | 87.02 Remboursements des prêts d'études   | 16.363.758           |
|                       | <b>Total</b>  | <b>3.237.201.557</b> |

- a) Le compte d'exécution du budget 2000 du Commissariat général aux relations internationales, tel que présenté dans le compte général, correspond à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour.
- b) Le compte d'exécution du budget 2000 du Fonds d'égalisation des budgets, tel que présenté dans le compte général, correspond à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour.
- c) Le compte d'exécution du budget 2000 du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française, tel que présenté dans le compte général, correspond à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour.
- d) Le compte d'exécution du budget 2000 du Service de perception de la redevance radio-télévision dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale n'est pas joint au fascicule des comptes transmis par le ministre à la Cour parce qu'il n'a pas, à ce jour, été approuvé par le ministre du budget de la Communauté flamande et n'a dès lors pas pu faire l'objet d'une déclaration de fin de contrôle par la Cour.

#### 1.5.4 Résultats de l'exécution du budget

Le tableau synoptique suivant présente les résultats définitifs de l'exécution du budget de l'an-

née 2000 de la Communauté française. (Voir Tableau 3. Résultats budgétaires de l'année 2000)

#### 1.5.5 Situation de la dette publique

En 2000, l'encours de la dette directe de la Communauté française est passé de 71.514,4 millions de francs à 79.987,6 millions de francs. Cette évolution correspond à la différence entre les emprunts contractés par la Communauté française et les sommes que celle-ci a remboursées.

En 2000, la Communauté a emprunté globalement 25.958,9 millions de francs.

Elle a contracté des emprunts, à hauteur de 8.154,3 millions de francs, correspondant au montant de la norme de déficit maximum recommandée par la section « besoins de financement » du Conseil supérieur des finances. Elle a également recouru à l'emprunt pour financer les charges d'amortissement de la dette directe et indirecte (17.804,6 millions de francs). Par ailleurs, elle a opéré des amortissements de capital pour un montant de 17.485,8 millions de francs.

L'encours au 31 décembre 2000 de la dette indirecte s'élève à 22.100,5 millions de francs, représentant la somme de la dette universitaire – secteur académique (20.398,1 millions de francs) et de la dette des paracommunautaires (1.702,4 millions

TAB. 2 – Dépenses à la charge des crédits variables (exercice 2000)

| DO | Articles |  | Montants             |
|----|----------|--|----------------------|
| 14 | 45.03.21 | Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles                             | 3.080.506.195        |
| 40 | 82.01.13 | Fonds organique : caisse de prêts aux agents   | 820.000              |
| 20 | 12.10.05 | Fonds d'exploitation du centre culturel Marcel Hicter à la Marlagne                    | 19.729.767           |
| 20 | 12.52.05 | Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol     | 1.828.312            |
| 20 | 12.53.05 | Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule       | 1.763.519            |
| 22 | 12.30.11 | Fonds des centres de lecture et de la bibliothèque centrale de la Communauté française | 5.062.552            |
| 20 | 12.51.11 | Fonds pour la formation socio-culturelle   | 955.703              |
| 26 | 12.33.11 | Fonds des sports - Activités   | 610.655.994          |
| 47 | 82.03.10 | Fonds destiné au paiement des allocations d'études                                     | 10.839.869           |
|    |          | <b>Total</b>   | <b>3.732.161.911</b> |

TAB. 3 – Résultats budgétaires de l'année 2000

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>A. ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDIT DISSOCIES</b>       | <b>1.031.337.280</b> |
| <b>B. RESULTAT DES OPERATIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>    |                      |
| 1. Recettes imputées   | 247.073.051.012      |
| 2. Dépenses imputées   | 247.136.980.136      |
| <b>RESULTAT DE L'ANNEE 2000</b>                              | <b>- 63.929.124</b>  |
| <b>C. RESULTAT DE LA SECTION PARTICULIERE</b>                |                      |
| 1. Recettes imputées   | -                    |
| 2. Dépenses imputées   | -                    |
| <b>RESULTAT DE L'ANNEE 2000</b>                              | <b>-</b>             |
| <b>D. RESULTAT DES SERVICES A GESTION SEPARÉE</b>            |                      |
| 1. Recettes imputées   | 9.306.387.496        |
| 2. Dépenses imputées   | 9.571.119.555        |
| <b>RESULTAT DE L'ANNEE 2000</b>                              | <b>- 264.732.059</b> |
| <b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (B + C + D) POUR L'ANNEE 2000</b> | <b>- 328.661.183</b> |

de francs).

L'encours au 31 décembre 2000 des emprunts consolidés relatifs aux lignes de crédit pour les infrastructures culturelles et sportives, ainsi que pour la construction du Hall sportif de Jambes, s'établit à 755,8 millions de francs.

L'encours au 31 décembre 2000 des contrats de promotion se monte à 5.471,8 millions de francs. Par ailleurs, la Communauté était, à la même date, redevable d'un montant de 5.302,2 millions de francs, représentant son endettement à court terme.

## 1.6 Déclaration de fin de contrôle

En sa séance du 24 janvier 2006, la Cour a déclaré clôturée la vérification du compte d'exécution du budget de la Communauté française pour l'année 2000 et a adopté le présent rapport.

Les résultats de ce compte arrêtés par la Cour, destinés à être insérés dans le projet de règlement définitif du budget, figurent à l'annexe 2.1 ci-après.



## ANNEXES 2.1 À 2.4 : BILANS ET TABLEAUX

---

## ANNEXE 2.1 – CONCLUSIONS DE LA COUR SUR LE COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2000

Au terme de son contrôle, la Cour propose d'arrêter comme suit le compte d'exécution du budget de l'année budgétaire 2000 :

### PREMIERE PARTIE : SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

#### A. ENGAGEMENTS SUR CREDITS DISSOCIES

|  |               |
|--|---------------|
| Les crédits ouverts par les décrets budgétaires ainsi que les crédits modifiés par les ajustements et reports, à | 1.255.600.000 |
| Les engagements imputés, à   | 1.031.337.280 |
| Le montant des dépassements de crédits, à  | 0             |
| Le montant des crédits reportés à l'année budgétaire suivante, à   | 0             |
| Le montant des crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à   | 224.262.720   |

#### B. OPERATIONS COURANTES ET DE CAPITAL

##### • RECETTES

|   |                 |
|---|-----------------|
| Les prévisions, à   | 244.372.100.000 |
| - dont les recettes fiscales et générales, à                            | 232.717.800.000 |
| - dont le produit d'emprunts, à   | 11.654.300.000  |
| Les droits constatés, à   | 240.609.977.887 |
| - dont les recettes fiscales et générales, à                            | 232.455.677.887 |
| - dont le produit d'emprunts, à   | 8.154.300.000   |
| Les recettes imputées, à  | 240.609.977.887 |
| - dont les recettes fiscales et générales, à                            | 232.455.677.887 |
| - dont le produit d'emprunts, à   | 8.154.300.000   |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à | 0               |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance, à                     | 0               |
| - dont les droits reportés, à   | 0               |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à          | 3.762.122.113   |

##### • DEPENSES

|  |                 |
|--|-----------------|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | 244.372.100.000 |
| - dont les crédits non dissociés, à                | 243.192.600.000 |
| - dont les crédits d'ordonnement, à                | 1.179.500.000   |

|   |                 |                      |
|---|-----------------|----------------------|
| Les crédits non dissociés reportés de l'année budgétaire précédente, à  |                 | 6.964.736.925        |
| Le total des crédits, à   |                 | 251.336.836.925      |
| - dont les crédits non dissociés, à   | 250.157.336.925 |                      |
| - dont les crédits d'ordonnement, à   | 1.179.500.000   |                      |
| Les ordonnancements, à  |                 | 240.489.273.539      |
| - dont à la charge des crédits non dissociés  | 239.447.347.662 |                      |
| - dont à la charge des crédits d'ordonnement  | 1.041.925.877   |                      |
| Les ordonnancements justifiés à la Cour des comptes, à  |                 | 240.489.273.539      |
| <b>Les dépenses restant à régulariser, à</b>  |                 | <b>0</b>             |
| La différence entre les crédits et les ordonnancements, à   |                 | 10.847.563.386       |
| Le montant des crédits disponibles, tel qu'il résulte du présent compte, à  |                 | 12.155.886.244       |
| <b>En conséquence, les crédits complémentaires à allouer par le décret de règlement définitif du budget s'élèvent à</b> |                 | <b>1.308.322.858</b> |
| Les crédits à reporter à l'année budgétaire suivante, à   |                 | 7.946.836.988        |
| Les crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à   |                 | 4.209.049.256        |
| * dont les crédits non dissociés, à   | 4.071.475.133   |                      |
| * dont les crédits d'ordonnement, à   | 137.574.123     |                      |
| • <i>RESULTAT</i>   |                 |                      |
| Le résultat des recettes et des dépenses générales, à   |                 | <b>120.704.348</b>   |
| - soit les recettes, y compris le produit d'emprunts, de  | 240.609.977.887 |                      |
| - moins les dépenses, de  | 240.489.273.539 |                      |
| <b>C. FONDS ORGANIQUES (CREDITS VARIABLES)</b>  |                 |                      |
| • <i>RECETTES</i>   |                 |                      |
| Les prévisions, à   |                 | 6.721.400.000        |
| Les droits constatés, à   |                 | 6.463.073.125        |
| Les recettes imputées, à  |                 | 6.463.073.125        |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à   |                 | 0                    |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance, à   | 0               |                      |
| - dont les droits reportés, à   | 0               |                      |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  |                 | 258.326.875          |

- *DEPENSES*

|  |               |               |
|--|---------------|---------------|
| Les estimations de dépenses, portées au budget, à                      |               | 6.721.400.000 |
| Les recettes disponibles pour l'ordonnancement des dépenses, à         |               | 7.362.881.878 |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à                       | 899.808.753   |               |
| - dont les recettes de l'année, à                                      | 6.463.073.125 |               |
| Les ordonnancements, à   |               | 6.647.706.597 |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à |               | 73.693.403    |
| Le solde reporté à l'année suivante, à                                 |               | 715.175.281   |

- *RESULTAT*

|   |               |                     |
|---|---------------|---------------------|
| Le resultat des recettes et des dépenses affectées, à |               | <b>-184.633.472</b> |
| - soit les recettes des crédits variables, de         | 6.463.073.125 |                     |
| - moins les dépenses des crédits variables, de        | 6.647.706.597 |                     |

#### D. SECTION PARTICULIERE

- *RECETTES*

|  |  |   |
|--|--|---|
| Les prévisions, à  |  | 0 |
| Les recettes imputées, à                                       |  | 0 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à |  | 0 |

- *DEPENSES*

|  |              |              |
|--|--------------|--------------|
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à                                       |              | 0            |
| Les recettes disponibles pour l'ordonnancement de dépenses, à                        |              | -117.942.737 |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à                                     | -117.942.737 |              |
| - dont les recettes de l'année, à  | 0            |              |
| Les ordonnancements, à   |              | 0            |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à               |              | 0            |
| Le solde disponible à la fin de l'année, à reporter à l'année budgétaire suivante, à |              | -117.942.737 |

- *RESULTAT*

|  |   |          |
|--|---|----------|
| Le résultat des recettes et des dépenses de la section particulière, à |   | <b>0</b> |
| - soit les recettes de l'année, de                                     | 0 |          |
| - moins les dépenses, de   | 0 |          |

DEUXIEME PARTIE : SERVICES A GESTION SEPARÉE (SGS)• *RECETTES*

|  |                |
|--|----------------|
| Les prévisions, à  | 7.898.100.000  |
| Les recettes imputées, à                                       | 9.306.387.496  |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | -1.408.287.496 |

• *DEPENSES*

|  |               |
|--|---------------|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | 8.853.800.000 |
| Les dépenses imputées, à                           | 9.571.119.555 |

• *RESULTAT*

|   |                     |
|---|---------------------|
| Le résultat des recettes et des dépenses des SGS, à | <b>-264.732.059</b> |
| - soit les recettes de l'année, de                  | 9.306.387.496       |
| - moins les dépenses, de                            | 9.571.119.555       |

**RESULTAT GLOBAL DE L'EXECUTION DU BUDGET**

|   |                            |
|---|----------------------------|
| Les opérations générales présentent un solde créditeur de                     | 120.704.348                |
| Les opérations sur les crédits variables présentent un solde débiteur de      | -184.633.472               |
| Les opérations de la section particulière présentent un solde nul             | 0                          |
| Les opérations des services à gestion séparée présentent un solde débiteur de | -264.732.059               |
| <b>Le solde global de l'année budgétaire 2000 est un solde débiteur de</b>    | <b><u>-328.661.183</u></b> |

TROISIEME PARTIE : ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A**Commissariat général aux relations internationales (C.G.R.I.)**• *RECETTES*

|  |               |
|--|---------------|
| Les prévisions, à  | 1.297.700.000 |
| Les recettes imputées, à                                       | 1.243.553.772 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | 54.146.228    |

• *DEPENSES*

|  |               |
|--|---------------|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | 1.364.472.000 |
| Les dépenses imputées, à                           | 1.234.639.985 |
| Le montant des crédits à annuler, à                | 129.832.015   |

• *RESULTAT*

|   |                  |
|---|------------------|
| Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à | <b>8.913.787</b> |
| - soit les recettes de l'année, de                      | 1.243.553.772    |
| - moins les dépenses, de                                | 1.234.639.985    |

**Fonds d'égalisation des budgets**• *RECETTES*

|  |   |
|--|---|
| Les prévisions, à  | 0 |
| Les recettes imputées, à                                       | 0 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | 0 |

• *DEPENSES*

|  |   |
|--|---|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | 0 |
| Les dépenses imputées, à                           | 0 |
| Le montant des crédits à annuler, à                | 0 |

• *RESULTAT*

|  |          |
|--|----------|
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à | <b>0</b> |
| - soit les recettes de l'année, de                   | 0        |
| - moins les dépenses, de                             | 0        |

**Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française**• *RECETTES*

|  |             |
|--|-------------|
| Les prévisions, à  | 410.144.000 |
| Les recettes imputées, à                                       | 420.961.106 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à | -10.817.106 |

• *DEPENSES*

|  |             |
|--|-------------|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à | 410.144.000 |
| Les dépenses imputées, à                           | 327.867.636 |
| Le montant des crédits à annuler, à                | 82.276.364  |

• *RESULTAT*

|  |                   |
|--|-------------------|
| Le résultat des recettes et des dépenses du Service, à | <b>93.093.470</b> |
| - soit les recettes de l'année, de                     | 420.961.106       |
| - moins les dépenses, de                               | 327.867.636       |

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DES SERVICES  
D'ADMINISTRATION GENERALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés**
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes**
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses**
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables**
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière**
- 2.2.6 Dépassements de crédits**



## 2.2.1 - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

| Budget  | Crédits affectés par décrets | Crédits reportés de l'année précédente | Total des crédits    | Engagements comptabilisés pendant l'année | DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES |                                  |                                     |
|---|------------------------------|--|----------------------|---|---|----------------------------------|-------------------------------------|
|   |                              |  |                      |   | Engagements excédant les crédits                              | Crédits excédant les engagements |                                     |
|   |                              |  |                      |   |   | Crédits disponibles              | Crédits reportés à l'année suivante |
| Chapitre I - Services généraux  | 8.000.000                    | -                                      | 8.000.000            | 6.667.911                                 | 1.332.089   | -                                | 1.332.089                           |
| Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport | 682.600.000                  | -                                      | 682.600.000          | 620.804.217                               | 61.795.783  | -                                | 61.795.783                          |
| Chapitre III - Education, Recherche et Formation                      | 565.000.000                  | -                                      | 565.000.000          | 403.865.152                               | 161.134.848   | -                                | 161.134.848                         |
| Chapitre IV - Dette   | -                            | -                                      | -                    | -   | -   | -                                | -                                   |
| Chapitre V - Dotations  | -                            | -                                      | -                    | -   | -   | -                                | -                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   | <b>1.255.600.000</b>         | <b>-</b>                               | <b>1.255.600.000</b> | <b>1.031.337.280</b>                      | <b>224.262.720</b>  | <b>-</b>                         | <b>224.262.720</b>                  |

## 2.2.2 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

| NATURE DES RECETTES              | SITUATION DES RECETTES |                        |                        |  |  |                 |  | DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS |  |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--|--|-----------------|--|--|--|
|                                  | Prévisions             | Droits constatés       | Recettes imputées      | Différence entre droits constatés et recettes imputées | A annuler ou à porter en surséance indéfinie | Droits reportés | Prévisions supérieures aux recouvrements | Prévisions inférieures aux recouvrements     |  |
| <b>Recettes courantes</b>        |                        |                        |                        |  |  |                 |  |  |  |
| Recettes fiscales                | 10.479.600.000         | 10.289.485.878         | 10.289.485.878         | 0  |  | 0               | 190.114.122                              | 0  |  |
| Recettes générales               | 222.198.400.000        | 222.123.151.942        | 222.123.151.942        | 0  |  | 0               | 275.254.789                              | 200.006.731                                  |  |
| Recettes affectées               | 6.683.500.000          | 6.439.653.186          | 6.439.653.186          | 0  |  | 0               | 3.392.850.939                            | 3.149.004.125                                |  |
| <b>Total recettes courantes</b>  | <b>239.361.500.000</b> | <b>238.852.291.006</b> | <b>238.852.291.006</b> | <b>0</b>   |  | <b>0</b>        | <b>3.858.219.850</b>                     | <b>3.349.010.856</b>                         |  |
| <b>Recettes en capital</b>       |                        |                        |                        |  |  |                 |  |  |  |
| Recettes fiscales                | 0                      | 0                      | 0                      | 0  |  | 0               | 0  | 0  |  |
| Recettes générales               | 39.800.000             | 43.040.067             | 43.040.067             | 0  |  | 0               | 0  | 3.240.067                                    |  |
| Recettes affectées               | 37.900.000             | 23.419.939             | 23.419.939             | 0  |  | 0               | 14.480.061                               | 0  |  |
| <b>Total recettes en capital</b> | <b>77.700.000</b>      | <b>66.460.006</b>      | <b>66.460.006</b>      | <b>0</b>   |  | <b>0</b>        | <b>14.480.061</b>                        | <b>3.240.067</b>                             |  |
| <b>Produit d'emprunts</b>        | <b>11.654.300.000</b>  | <b>8.154.300.000</b>   | <b>8.154.300.000</b>   | <b>0</b>   |  | <b>0</b>        | <b>3.500.000.000</b>                     | <b>0</b>                                     |  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>             | <b>251.093.500.000</b> | <b>247.073.051.012</b> | <b>247.073.051.012</b> | <b>0</b>   |  | <b>0</b>        | <b>7.372.699.911</b>                     | <b>3.352.250.923</b>                         |  |

## 2.2.3 - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

|  | ALLOCATIONS DES CREDITS     |                      |                        |                                    | SITUATION DES DEPENSES |                        |                             |  |                                | REGLEMENT DES CREDITS |  |  |  |
|--|-----------------------------|----------------------|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------|-----------------------|--|--|--|
|  | Crédits affectés par décret | Crédits reportés     | Crédits totaux         | Opérations imputées                |                        |                        | Crédits complémentaires (1) | Crédits reportés à l'année budgétaire 2001 | Crédits non utilisés à annuler |                       |  |  |  |
|  |                             |                      |                        | Prestations des années antérieures | Prestations de l'année | Depenses totales       |                             |  |                                |                       |  |  |  |
|  |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| <b>I Services généraux</b>               |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 9.851.800.000               | 3.026.485.410        | 12.878.285.410         | 119.177.499                        | 9.310.051.432          | 9.429.228.931          | 9.429.228.931               | 715.986.437                                | 2.746.710.234                  |                       |  |  |  |
| b) crédits d'ordonnancement              | 8.000.000                   | -                    | 8.000.000              | 356.837                            | 3.443.178              | 3.800.015              | 3.800.015                   | -  | 4.199.985                      |                       |  |  |  |
| <b>III Culture et Affaires sociales</b>  |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 25.383.500.000              | 1.307.786.027        | 26.691.286.027         | 1.127.239.549                      | 23.805.610.418         | 24.932.849.967         | 24.932.849.967              | 1.685.011.021                              | 73.425.639                     |                       |  |  |  |
| b) crédits d'ordonnancement              | 734.800.000                 | -                    | 734.800.000            | 8.284.722                          | 681.199.580            | 689.484.302            | 689.484.302                 | -  | 45.315.698                     |                       |  |  |  |
| <b>III Education et Recherche</b>        |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 184.299.600.000             | 2.194.026.039        | 186.493.626.039        | 1.273.152.251                      | 183.698.186.111        | 184.971.338.362        | 184.971.338.362             | 1.992.409.150                              | 824.561.193                    |                       |  |  |  |
| b) crédits d'ordonnancement              | 436.700.000                 | -                    | 436.700.000            | 240.326.135                        | 108.315.425            | 348.641.560            | 348.641.560                 | -  | 88.058.440                     |                       |  |  |  |
| <b>IV Dette publique</b>                 |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 8.257.500.000               | 436.438.849          | 8.693.938.849          | 8.022.515                          | 4.705.134.546          | 4.713.757.061          | 4.713.757.061               | 3.553.403.721                              | 426.778.067                    |                       |  |  |  |
| <b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b> |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 15.400.200.000              | 0                    | 15.400.200.000         | -                                  | 15.400.173.341         | 15.400.173.341         | 15.400.173.341              | 26.659                                     | -                              |                       |  |  |  |
| <b>Totaux</b>                            |                             |                      |                        |                                    |                        |                        |                             |  |                                |                       |  |  |  |
| a) crédits non dissociés                 | 243.192.600.000             | 6.964.736.925        | 250.157.336.925        | 2.528.191.814                      | 236.919.155.848        | 239.447.347.662        | 239.447.347.662             | 7.946.836.988                              | 4.071.475.133                  |                       |  |  |  |
| b) crédits d'ordonnancement              | 1.179.500.000               | 0                    | 1.179.500.000          | 248.967.694                        | 792.958.183            | 1.041.925.877          | 1.041.925.877               | 0  | 137.574.123                    |                       |  |  |  |
| <b>Total général</b>                     | <b>244.372.100.000</b>      | <b>6.964.736.925</b> | <b>251.336.836.925</b> | <b>2.777.159.508</b>               | <b>237.712.114.031</b> | <b>240.489.273.539</b> | <b>240.489.273.539</b>      | <b>7.946.836.988</b>                       | <b>4.209.049.256</b>           |                       |  |  |  |

(1) à allouer par le décret de règlement définitif du budget pour dépenses faites au-delà des crédits

## 2.2.4 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

| ENGAGEMENTS                     | RECETTES                                  |                      |                      | DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2000 |
|---------------------------------|---|----------------------|----------------------|---|
|                                 | Solde reporté<br>(et réductions de visas) | Recettes de l'année  | Disponible           |   |
| I Services généraux             | 3.444.732.217                             | 2.675.380.046        | 6.120.112.263        | 3.010.570.507                           |
| II Culture et Affaires sociales | -466.365.957                              | 1.746.574.234        | 1.280.208.277        | -341.469.718                            |
| III Education et Recherche      | -2.165.918.123                            | 2.041.118.845        | -124.799.278         | -2.084.885.186                          |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>812.448.137</b>                        | <b>6.463.073.125</b> | <b>7.275.521.262</b> | <b>584.215.603</b>                      |

| ORDONNANCEMENTS                 | RECETTES           |                      |                      | DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.2000 |
|---------------------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---|
|                                 | Solde reporté      | Recettes de l'année  | Disponible           |   |
| I Services généraux             | 3.444.732.217      | 2.675.380.046        | 6.120.112.263        | 3.012.627.382                               |
| II Culture et Affaires sociales | -382.479.706       | 1.746.574.234        | 1.364.094.528        | -216.041.280                                |
| III Education et Recherche      | -2.162.443.758     | 2.041.118.845        | -121.324.913         | -2.081.410.821                              |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>899.808.753</b> | <b>6.463.073.125</b> | <b>7.362.881.878</b> | <b>715.175.281</b>                          |

## 2.2.5 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

| Budgets                | Prévisions |          | Opérations comptabilisées |          |                       |       | Soldes cumulés |               | Soldes à reporter au 31.12.2000 |
|------------------------|------------|----------|---------------------------|----------|-----------------------|-------|----------------|---------------|---------------------------------|
|                        | Recettes   | Dépenses | Recettes                  | Dépenses |                       | Solde | Au 01.01.2000  | Au 31.12.2000 |                                 |
|                        |            |          |                           | Totales  | Restant à régulariser |       |                |               |                                 |
| Éducation et Recherche | 0          | 0        | 0                         | 0        | 0                     | 0     | -117.942.737   | -117.942.737  | -117.942.737                    |
| TOTAUX                 | 0          | 0        | 0                         | 0        | 0                     | 0     | -117.942.737   | -117.942.737  | -117.942.737                    |

## 2.2.6 - DEPASSEMENTS DE CREDITS

| Numéros et libellés des articles  | Montants des dépassements de crédits |
|---|--------------------------------------|
| <b>CHAPITRE I - Services généraux</b>   |                                      |
| <b>DO 11 - Affaires générales - Secrétariat général</b>                                       |                                      |
| <i>Programme 0 - Subsistance</i>  |                                      |
| A.B. 11.03.01 - Personnel statutaire  | 13.540.192                           |
| <i>Programme 1 - Secrétariat général</i>  |                                      |
| A.B. 74.01.14 - Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables                         | 100.000                              |
| <b>TOTAL CHAPITRE I</b>   | <b>13.640.192</b>                    |
| <b>CHAPITRE III - Education, Recherche et Formation</b>                                       |                                      |
| <b>DO 40 - Services communs</b>   |                                      |
| <i>Programme 3 - Affaires pédagogiques - Inspection</i>                                       |                                      |
| A.B. 11.03.30 - Personnel statutaire  | 15.103                               |
| <b>DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire</b>                                  |                                      |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i>                                 |                                      |
| A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire  | 11.637.709                           |
| A.B. 43.01.42 - Subventions-traitements   | 20.926.693                           |
| A.B. 44.01.43 - Subventions-traitements   | 26.685.126                           |
| <b>DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française</b> |                                      |
| <i>Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française</i>        |                                      |
| A.B. 11.03.60 - Traitements des chargés de mission et personnel statutaire                    | 2.240.904                            |
| <b>DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>                              |                                      |
| <i>Programme 2 - Subsistance - Inspection</i>   |                                      |
| A.B. 11.03.20 - Personnel statutaire  | 3.319.514                            |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles</i>                             |                                      |
| A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire du maternel  | 6.696.224                            |
| A.B. 43.01.44 - Subventions-traitements dans le maternel                                      | 57.830.961                           |
| A.B. 44.01.45 - Subventions-traitements dans le maternel                                      | 69.000.600                           |
| <i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires</i>                               |                                      |
| A.B. 11.03.62 - Personnel statutaire du primaire  | 450.508                              |
| A.B. 43.01.63 - Subventions-traitements dans le primaire                                      | 53.518.614                           |
| A.B. 44.01.64 - Subventions-traitements dans le primaire                                      | 60.484.883                           |
| <b>DO 52 - Enseignement secondaire</b>  |                                      |
| <i>Programme 2 - Subsistance - Inspection</i>   |                                      |
| A.B. 11.03.20 - Personnel statutaire  | 1.779.933                            |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i>     |                                      |
| A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice                         | 257.199.949                          |
| A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice                         | 15.696.980                           |
| A.B. 43.01.44 - Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice                      | 155.888.939                          |
| A.B. 44.01.45 - Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice                      | 252.357.069                          |
| <i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit</i>                        |                                      |
| A.B. 44.01.64 - Subventions-traitements - Enseignement à horaire réduit                       | 38.458.065                           |

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>DO 53 - Enseignement spécial</b>   |                      |
| <i>Programme 2 - Subsistance - Inspection</i>   |                      |
| A.B. 11.03.20 - Personnel statutaire  | 220.420              |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i>   |                      |
| A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire pédagogique  | 39.962.621           |
| A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire  | 1.815.166            |
| A.B. 11.03.44 - Personnel statutaire paramédical  | 5.857.386            |
| A.B. 43.01.46 - Subventions-traitements du personnel pédagogique  | 19.553.567           |
| A.B. 43.01.47 - Subventions-traitements du personnel paramédical  | 7.154.238            |
| A.B. 44.01.48 - Subventions-traitements du personnel pédagogique  | 50.251.776           |
| A.B. 44.01.49 - Subventions-traitements du personnel paramédical  | 3.864.594            |
| <b>DO 55 - Enseignement supérieur hors Universités et Hautes Ecoles</b>   |                      |
| <i>Programme 0 - Subsistance administration enseignement et recherche</i>   |                      |
| A.B. 74.01.02 - Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables   | 100.000              |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes Ecoles (hors dotation)</i>  |                      |
| A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire (cadre d'extinction)   | 964.466              |
| A.B. 43.14.43 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)   | 4.573.449            |
| A.B. 44.10.44 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)   | 20.919.843           |
| <i>Programme 5 - Fonctionnement des Hautes Ecoles</i>   |                      |
| A.B. 41.23.52 - Interventions en vue d'assurer la gestion des 12 internats autonomes  | 1.982.401            |
| <i>Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture</i>   |                      |
| A.B. 43.24.61 - Subvention à l'Intercommunale d'Architecture  | 5.012.786            |
| A.B. 44.13.62 - Subvention aux Instituts Saint-Luc  | 5.790.387            |
| <i>Programme 7 - Enseignement supérieur hors Universités</i>  |                      |
| A.B. 45.41.71 - Allocations familiales du personnel de l'officiel subventionné de l'enseignement supérieur hors Universités       | 800.000              |
| <b>DO 56 - Enseignement de promotion sociale</b>  |                      |
| <i>Programme 2 - Subsistance - Inspection</i>   |                      |
| A.B. 11.03.20 - Personnel statutaire  | 294.292              |
| <i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>  |                      |
| A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire  | 35.348.513           |
| A.B. 43.01.43 - Subventions-traitements   | 2.287.353            |
| A.B. 44.01.44 - Subventions-traitements   | 17.774.650           |
| <b>DO 57 - Enseignement artistique</b>  |                      |
| <i>Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i>  |                      |
| A.B. 43.01.32 - Subventions-traitements   | 1.228.286            |
| A.B. 44.01.33 - Subventions-traitements   | 17.055.617           |
| <i>Programme 5 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés</i> |                      |
| A.B. 43.01.50 - Subventions-traitements   | 5.773.219            |
| <i>Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit</i>                                     |                      |
| A.B.44.01.71 - Subventions-traitements  | 8.659.015            |
| <b>DO 58 - Enseignement à distance</b>  |                      |
| <i>Programme 1 - Subsistance - Inspection</i>   |                      |
| A.B. 11.03.10 - Personnel statutaire  | 3.250.847            |
| <b>TOTAL CHAPITRE III</b>   |                      |
|   | <b>1.294.682.666</b> |
| <b>TOTAL</b>  |                      |
|   | <b>1.308.322.858</b> |

## ANNEXE 2.3 – TABLEAU RELATIF AU COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

|  | Prévisions           |                      | Opérations comptabilisées |                      | Solde               | Soldes cumulés       |                      |
|--|----------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
|  | Recettes             | Dépenses             | Recettes                  | Dépenses             |                     | Au 01.01.2000        | Au 31.12.2000        |
| <b>Culture et Affaires sociales</b>      | 482.800.000          | 891.300.000          | 503.171.940               | 454.238.694          | 48.933.246          | 453.737.290          | 502.670.536          |
| <b>Education, Recherche et Formation</b> | 7.415.300.000        | 7.962.500.000        | 8.803.215.556             | 9.116.880.861        | -313.665.305        | 4.925.739.250        | 4.612.073.945        |
| <b>TOTAUX</b>                            | <b>7.898.100.000</b> | <b>8.853.800.000</b> | <b>9.306.387.496</b>      | <b>9.571.119.555</b> | <b>-264.732.059</b> | <b>5.379.476.540</b> | <b>5.114.744.481</b> |



## ANNEXE 2.4 – COMPTES DE RESULTATS ET BILANS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

2.4.1 Fonds d'égalisation des budgets

2.4.2 Commissariat général aux relations internationales

2.4.3 Service de perception de la redevance radio et télévision (Namur)

| FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS |          |                               |          |
|---------------------------------|----------|-------------------------------|----------|
| BILAN AU 31 DECEMBRE 2000       |          |                               |          |
| ACTIF                           |          | PASSIF                        |          |
| <i>Actifs circulants</i>        | 0        | <i>Dettes à un an au plus</i> | 0        |
| Valeurs disponibles             | 0        | Autres dettes                 | 0        |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>0</b> | <b>TOTAL</b>                  | <b>0</b> |

|  |
|--|
| COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES |
|--|

---

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

---

| <b>ACTIF</b>                         |                        | <b>PASSIF</b>                           |                        |
|--------------------------------------|------------------------|---|------------------------|
| <i>Actifs immobilisés</i>            | <b>28.839.049</b>      | <i>Capitaux propres</i>                 | <b>139.812.716</b>     |
| Cautions et garanties                | 27.208.339             | Résultat reporté                        | 139.812.716            |
| Créances à plus d'un an              | 1.630.710              |   |                        |
|                                      |                        | <i>Provisions et impôts différés</i>    | <b>1.720.000</b>       |
|                                      |                        | Provision syndicale                     | 1.720.000              |
| <br><i>Actifs circulants</i>         | <br><b>316.005.101</b> | <br><i>Dettes</i>                       | <br><b>258.139.756</b> |
| Créances à un an au plus             | 262.454.133            | Dettes à un an au plus                  | 214.037.618            |
| Valeurs disponibles                  | 53.550.968             | Dettes fiscales, salariales et sociales | 15.997.168             |
|                                      |                        | Dettes diverses                         | 17.960.760             |
|                                      |                        | Dettes financières                      | 10.144.210             |
| <br><i>Comptes de régularisation</i> | <br><b>55.050.680</b>  | <br><i>Comptes de régularisation</i>    | <br><b>222.358</b>     |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>399.894.830</b>     | <b>TOTAL</b>                            | <b>399.894.830</b>     |

---

COMPTE DE RESULTATS

---

|  |                 |                          |
|--|-----------------|--------------------------|
| <b>I. Ventes et prestations</b>                        |                 | <b>1.147.532.916</b>     |
| Autres produits d'exploitation                         | 1.147.532.916   |                          |
| <br><b>II. Coûts des ventes et prestations (-)</b>     |                 | <br><b>1.159.145.592</b> |
| Charges d'exploitation                                 | 15.981.000      |                          |
| Services et biens divers                               | 97.379.062      |                          |
| Rémunérations, charges sociales et pensions            | 329.069.159     |                          |
| Amortissements   | 5.947.413       |                          |
| Autres charges d'exploitation                          | 710.768.958     |                          |
| <br><b>III. Résultats d'exploitation</b>               |                 | <br><b>-11.612.676</b>   |
| <br>IV. Produits financiers                            | <br>6.245.355   |                          |
| V. Charges financières                                 | 0               |                          |
| <br><b>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</b>       |                 | <br><b>-5.367.321</b>    |
| <br>VII. Produits exceptionnels                        | <br>118.526.507 |                          |
| VIII. Charges exceptionnelles                          | 75.644.393      |                          |
| <br><b>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</b> |                 | <br><b>37.514.793</b>    |
| <br><b>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</b>              |                 | <br><b>37.514.793</b>    |
| <br><b>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</b> |                 | <br><b>37.514.793</b>    |

|   |
|---|
| SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION<br>DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE |
|---|

---

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

---

| <b>ACTIF</b>                         |                        | <b>PASSIF</b>                        |                        |
|--------------------------------------|------------------------|--------------------------------------|------------------------|
| <i>Actifs immobilisés</i>            | <b>13.934.271</b>      | <i>Capitaux propres</i>              | <b>53.473.927</b>      |
| Immobilisations incorporelles        | 155.633                | Bénéfice reporté                     | 53.473.927             |
| Immobilisations corporelles          | 13.778.638             | Provisions                           | 0                      |
| <br><i>Actifs circulants</i>         | <br><b>110.015.793</b> | <br><i>Dettes</i>                    | <br><b>73.390.230</b>  |
| Créances à un an au plus             | 787.592                | Dettes à plus d'un an                | 0                      |
| Placements de trésorerie             | 0                      | Dettes à un an au plus               | 73.390.230             |
| Valeurs disponibles                  | 109.228.201            | Autres dettes                        | 0                      |
| <br><i>Comptes de régularisation</i> | <br><b>5.240.759</b>   | <br><i>Comptes de régularisation</i> | <br><b>2.326.666</b>   |
| <br><b>TOTAL</b>                     | <br><b>129.190.823</b> | <br><b>TOTAL</b>                     | <br><b>129.190.823</b> |

---

COMPTE DE RESULTATS

---

|   |             |                        |
|---|-------------|------------------------|
| <b>I. Ventes et prestations</b>                         |             | <b>370.024.588</b>     |
| Montants indûment perçus                                | -25.029.804 |                        |
| Autres produits d'exploitation                          | 395.054.392 |                        |
| <br><b>II. Coûts des ventes et prestations (-)</b>      |             | <br><b>301.471.861</b> |
| Services et biens divers                                | 132.424.829 |                        |
| Rémunérations, charges sociales et pensions             | 160.624.868 |                        |
| Amortissements  | 8.422.164   |                        |
| Autres charges d'exploitation                           | 0           |                        |
| <br><b>III. Résultat d'exploitation</b>                 |             | <br><b>68.552.727</b>  |
| IV. Produits financiers                                 | 3.028.910   |                        |
| V. Charges financières                                  | 4.041       |                        |
| <br><b>VI. Bénéfice courant avant impôts (+ )</b>       |             | <br><b>71.577.596</b>  |
| VII. Produits exceptionnels                             | 6           |                        |
| VIII. Charges exceptionnelles                           | 2.990       |                        |
| <br><b>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+ )</b> |             | <br><b>71.574.612</b>  |
| <br><b>X. Impôts sur le résultat</b>                    |             | <br><b>419.265</b>     |
| <br><b>XI. Bénéfice de l'exercice (+ )</b>              |             | <br><b>71.155.347</b>  |